

**TITRE: Au nom de l'éthique, *Eau Secours!* invite William J. Cosgrove, à se comporter en homme d'honneur et à refuser la nomination gouvernementale au poste de président du Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE)**

Montréal, le 10 décembre 2004 - *Eau Secours!* - La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau est consternée d'apprendre que le Conseil des ministres du gouvernement libéral du Québec a nommé William J. Cosgrove, à compter du 10 janvier 2005, membre et président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

M. Cosgrove est actuellement président du Conseil mondial de l'eau et trésorier adjoint du Secrétariat international de l'Eau (financé entre autres par la Suez et Saur deux des grandes multinationales de l'eau), président de Ecoconsult inc. entreprise qui offre des services conseils dans le domaine de la gestion de l'eau. Ecoconsult inc. loge chez Groupe Secor, une firme conseil dont le propriétaire est constamment consulté par le gouvernement libéral à propos de la réingénierie de l'État (donc les PPP).

En tant que membre depuis 1996 et président du Conseil mondial de l'eau, ses prises de positions pour la privatisation, les partenariats public-privé et l'inclusion des profits des actionnaires des entreprises dans le prix de l'eau, le placent en conflit d'intérêt. Pour le monde environnemental le poste de président du BAPE demande une crédibilité à toute épreuve.

Depuis des années, les environmentalistes se tournent vers le BAPE pour freiner, modifier ou carrément empêcher des projets douteux pour l'environnement. Cette institution avait réussi, malgré les pressions politiques, à conserver une certaine crédibilité dans le monde environnemental.

Plusieurs questions importantes y ont été débattues, entre autres, la question de la gestion de l'eau au Québec y a fait l'objet d'un rapport auquel se réfèrent encore volontiers les groupes environnementaux oeuvrant dans ce domaine. L'eau, ressource à protéger, à partager et à mettre en valeur, le BAPE appuyait le moratoire sur l'exportation d'eau en vrac, par exemple, et se prononçait résolument pour une gestion publique de l'eau. Le BAPE a donc généralement privilégié la gestion publique de la préservation de l'eau contre les visées des chevaliers de la commercialisation et de la transformation de l'eau en profits.

La Coalition *Eau Secours!* invite donc monsieur William J. Cosgrove, un homme d'honneur, à refuser l'offre du gouvernement d'occuper le poste de président du BAPE

Pour André Bouthillier, président d'*Eau Secours!*, "*Sous ces discours farcis de bonnes intentions, la nomination de William Cosgrove laisse apparaître le vrai plan du gouvernement Charest et il semble beaucoup moins vert que celui de la semaine dernière et, partant, beaucoup moins rose*"

-30-